

Paris, le jeudi 23 février 2006

Mairie du 6^{ème} arrondissement

L'ACADEMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES DANS LA SOCIETE DE L'INFORMATION

Allocution prononcée par M. Jean Cluzel,
Membre de l'Institut
devant la Société historique du 6^{ème} arrondissement

I/ Depuis 1795, l'Académie assure une même mission de diffusion des connaissances et des idées

Une récente enquête est alarmante, qui conclut à « l'inculture scientifique » d'une large partie de la population française. Il s'agit là, bien évidemment, des sciences dites « dures ». Mais qui, raisonnablement, pourrait penser que le résultat eût été meilleur si le questionnaire avait porté sur nos « sciences morales et politiques » ? Et, pourtant, en ce domaine, les savoirs ne sont-ils pas encore plus vitaux pour l'humanité ? On peut vivre en bon citoyen en croyant que le soleil tourne autour de la terre ou plus exactement sans penser jamais aux mouvements astronomiques. Mais peut-on vraiment le faire en n'entendant rien aux concepts de liberté et de tolérance, aux principes fondamentaux du droit, au fonctionnement des institutions, aux lois du marché, à l'histoire de son pays mais également des autres...

Aujourd'hui, comme hier, ce constat met l'Académie des sciences morales et politiques – et bien d'autres institutions – face à un devoir de diffusion des idées et des connaissances.

De quoi s'agissait-il au siècle des Lumières ? D'œuvrer à leur diffusion dans le corps entier de la Nation. Aussi, l'Institut de France, créé en octobre 1795, eut-il pour objet de couronner l'ensemble de l'édifice de l'Instruction Publique voulu à cette époque par le législateur.

II/ L'Académie des sciences morales et politiques

Lors de cette création, le 25 octobre 1795, la principale innovation du projet Daunou, fortement influencé par Condorcet, fut incontestablement la création de la Classe des *Sciences morales et politiques*. Les expressions de science morale, – ou *art moral* – et de science politique – ou *art politique* – s'étaient répandues dans le milieu philosophique, sans que jamais une Académie s'y référât explicitement. Que recouvraient-elles ? Tout simplement, mais hardiment, la volonté de faire découler de la raison à la fois la morale et le mode de gouvernement les plus favorables à l'épanouissement de l'homme et de l'humanité.

Montesquieu en fixait le but lorsque, avec *L'Esprit des Lois*, il rédigeait le premier grand ouvrage de sciences morales et politiques :

« Je me croirais le plus heureux des mortels, si je pouvais faire que les hommes pussent se guérir de leurs préjugés. J'appelle ici préjugés, non pas ce qui fait qu'on ignore de certaines choses, mais ce qui fait qu'on s'ignore soi-même ».
(Montesquieu, préface de L'Esprit des Loix, 1748).

Les *Sciences morales et politiques*, ce sont – tout simplement – les sciences de la nature humaine, abordée dans toutes ses dimensions.

Dans le corps vivant qu'est l'Académie, qui porte ce beau nom, les évolutions sont permanentes, afin de n'oublier aucune nouvelle discipline développant une méthode scientifique originale d'appréhension de la réalité humaine... Sans pour autant succomber aux effets de mode qui agitent parfois les milieux intellectuels parisiens. Ainsi, sous le calme apparent, la psychologie, l'anthropologie puis la sociologie et même la médecine, attentive aux déterminations physiologiques de la nature humaine, ont fait leur entrée dans cette Compagnie, y ajoutant leur regard.

L'essentiel pour l'Académie fut toujours de contribuer à une exacte compréhension de chaque époque afin d'en saisir les orientations possibles et la signification politique. Ce travail a été mené continuellement et avec méthode - tant il est vrai, selon la métaphore employée par Descartes, qu'il perdrait son temps celui :

« Qui, brûlant du désir brutal de découvrir un trésor, ne cesserait de courir les rues çà et là pour voir si par hasard il n'en trouverait pas un qu'un voyageur aurait perdu ». (Règles pour la direction de l'Esprit IV).

III/ La revue des sciences morales et politiques

Choisir de lancer une revue de réflexion, de débat et d'idées dans le deuxième tiers du XIXe siècle fut l'une des premières décisions de l'Académie. C'était, à cette époque – déjà – faire la démarche d'aller à la rencontre du public existant. Le XIXe siècle fut, en effet, celui de la revue intellectuelle et de la revue scientifique.

Mais les temps ont changé. Si bien que notre époque s'est souvent faite contre nous, cédant aux modes irrationnelles, cédant aux idéologies destructrices, cédant aux puissances médiatiques. Elle s'est d'abord faite avec nos idées, puis contre elles. Pour autant, nous ne pouvons nous dérober et nous retirer en une retraite plus ou moins studieuse car cette époque demeure celle de nos engagements et de nos combats, et parce qu'elle est notre époque, nous l'avons toujours assumée. Nous l'assumerons jusqu'à notre dernier souffle, pour contribuer à maintenir dans la société contemporaine, la place de la pensée et de l'espace nécessaire à sa libre expression.

IV/ La surdité de notre époque

N'est-il pas accablant qu'en ce début de siècle et de millénaire d'aussi tristes spectacles s'offrent à nous qu'ils suffisent à ternir l'éclat d'un regard. Pays disloqués et sociétés détruites jalonnent le chemin de celui dont les yeux survolent un planisphère. Les chaos nés des idéologies d'hier (communisme) et de celles d'aujourd'hui (fanatismes : religieux et nationaliste) laissent partout voir des plaies béantes. Les sociétés anciennement communistes – celles qui devaient produire l'homme nouveau – sont désagrégées économiquement, autant qu'elles le sont humainement. Les bases élémentaires de la sociabilité ont été déracinées, après avoir été reniées. L'âme morte de ces peuples plane encore au-dessus de charniers que l'on n'ose s'avouer.

Nos sociétés post-industrielles, bien qu'offrant l'image de la bonne santé, pourraient porter en elles le danger d'une maladie fatale à la civilisation, l'esprit succombant plus certainement sous les faux-semblants de l'opulence que sous les coups de la misère en raison du nivellement des cultures qui installe, dans une étrange anomie, les foules humaines. Et, parce qu'en définitive, l'évolution de la société contemporaine aboutirait à brider l'expression publique de la pensée.

En effet, lorsque – depuis le début des années 1960 – la télévision est devenue la source quasi monopolistique des informations, se sont du même coup trouvées éliminées toutes les étapes de la pensée et du questionnement. Or, c'est une situation de régression intellectuelle que de ne pas nuancer le propos, de ne pas expliquer comment on en est arrivé aussi prestement à conclure et de ne laisser aucune possibilité au débat contradictoire. Sans la connaissance des hypothèses et des prémices, la discussion sur ce qui est dit n'est plus possible. On passe ainsi du côté de l'argument d'autorité, en lieu et place de l'argument rationnel, parce que le temps et l'espace de la télévision sont limités; parce que la forme du langage médiatisé est celle de l'interview et qu'elle entraîne l'adhésion, non pas au nom de la vérité, mais à celui de la séduction.

Ce n'est pas par malignité que les professionnels de la télévision assument une telle responsabilité, c'est parce que leur outil est ainsi fait. Pour le faire fonctionner, il leur faut demander au savant, ou à l'expert, de résumer tout sujet en trente secondes, quelle qu'en soit la complexité. Sinon, le sujet ne pourrait entrer dans la minute et demie d'une séquence de journal télévisé.

V/ La société de l'information

C'est ainsi que nous sommes, en quelques années, entrés dans un système de contraintes médiatiques qui partage les savants et les experts entre, d'un côté, ceux qui acceptent les règles du jeu et, de l'autre, ceux qui les refusent. On peut encore dire que ce système a pour conséquence de scinder les idées en deux grandes catégories : celles qui peuvent être médiatisées (les moins nombreuses) et celles qui ne le peuvent pas (la plupart d'entre elles). L'élément essentiel du conflit est l'opposition qui existe entre logique de l'actualité et logique de la pensée. En définitive, ce qui est en question, c'est le rapport au temps. La télévision veut de l'instantané, de l'immédiateté alors que l'horizon de la pensée se situe à 15 ou 20 ans. On voit ainsi à quel point l'outil télévision ne peut qu'ignorer le monde des idées et comment, à force de l'ignorer, elle risque de le condamner à la disparition.

Phénomène aggravant, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la masse des images et des signes adressés sans arrêt à l'ensemble de l'humanité est d'un tel volume et d'une telle puissance que se trouvent bouleversés les comportements, les mœurs et les cultures. Tandis que, sous nos yeux, des groupes, plus puissants que les États eux-mêmes, font main basse sur le bien le plus précieux de la démocratie : l'information. Nous laisserons-nous imposer leur loi ou bien, défendrons-nous l'aire de liberté indispensable à tout citoyen, pour autant qu'il veuille vivre en démocratie ?

Il faut donc comprendre que, dans les sociétés modernes, ce n'est pas seulement la justice qui doit être indépendante des pouvoirs en place mais également, et surtout, l'opinion publique ; c'est-à-dire, les idées que se font les citoyens tant sur le fonctionnement de l'État que sur l'orientation à donner à leur vie ! Si cette indépendance existe réellement, le peuple peut se faire écouter. Et plus encore que par le choix de ses représentants lors des élections, il saura, grâce à elle, peser sur les décisions de l'État. La forme moderne de séparation des pouvoirs – plus que jamais nécessaire aujourd'hui pour garantir la liberté individuelle – est donc avant tout celle qui s'instaure entre les instances politiques d'une part et les médias de l'autre.

Dans ce monde nouveau où la pensée pourrait n'être bientôt qu'une marchandise – il y aurait des pensées coupées comme il y a des fleurs coupées – il est certain que les Académies, et avec elles, toutes les grandes institutions culturelles non tournées vers le spectacle, doivent entreprendre tout ce qui est en leur pouvoir pour se placer en un point d'où elles puissent être entendues. Avec pour seul but de nourrir la civilisation ; pas seulement pour la défendre, car ce serait insuffisant, mais pour en assurer la vitalité et le développement.

VI/ Les responsabilités académiques

C'est dans cet esprit que les Académies de l'Institut de France ont créé des sites Internet afin de passer outre le silence assourdissant qui les entoure et d'aller directement à la rencontre du public.

Le nombre d'internautes est actuellement, dans le monde, de l'ordre d'un milliard contre 50 millions en 1995. Notre présence dans cette nouvelle agora peut nous permettre de nous adresser directement, ou indirectement grâce à des relais efficaces, à tous ceux qui fréquentent en nombre croissant la toile d'araignée virtuelle qui enserre la planète.

L'irruption de l'Internet au cœur des techniques de communication a complètement modifié la situation en permettant à l'expression de la pensée de s'affranchir à la fois de la précarité de l'édition scientifique traditionnelle et des règles qu'imposent – au-delà d'elle-même – la télévision.

C'est dans cet univers sans boussole que des institutions, comme les Académies, peuvent jouer le rôle que leur assigne l'Histoire: celui de garants. Offrir la garantie d'une fidélité à la recherche honnête de la vérité, voilà ce qu'elles peuvent apporter sur l'Internet. Donner une caution, indiquer un chemin, voilà encore une mission qu'elles savent remplir.

L'Internet au service de la pensée... La formule peut surprendre même si peu à peu cette idée gagne du terrain. En réagissant, en entreprenant des actions non encore répertoriées, en défendant des idées qui ne sont pas forcément dans l'air du temps, en s'élançant hors des sentiers battus, les Académies prouvent que c'est possible.

La mondialisation ne concerne pas seulement l'économie ni la seule mise en réseau des informations. Elle concerne, aussi, et peut-être avant tout, l'organisation du monde à partir de la liberté des hommes et de la liberté des peuples. Si nous n'en avons pas conscience, nous risquerions de porter une part, si minime soit-elle, de la responsabilité d'une régression inédite de l'humanité. Ce serait alors un retour avant le Moïse des 10 commandements... Mais, n'est-il pas vrai que nous sommes davantage comptables de l'avenir de milliards d'enfants à naître que de notre propre présent.

VII/ La création de canal académie (web radio) : Première radio académique francophone

Lorsque Platon parlait de l'écriture, il en stigmatisait les effets négatifs pour la mémoire. Lorsque les polémistes catholiques du début du XVI^e siècle parlaient de l'imprimerie, ils relevaient que la multiplication des livres rendait le savoir plus incertain, plus confus, en un mot plus individuel. Lorsque les intellectuels de la fin du XX^e siècle ont été confrontés à l'irruption des nouvelles technologies de l'information et de la communication, ils ont repris cette ancienne critique, souligné les dangers que ces techniques présentaient pour la transmission des valeurs et ajouté quelles pouvaient être utilisées à des fins criminelles.

Mais, au cours des siècles, l'homme a toujours su tirer le meilleur profit des techniques qu'il avait inventées et les mettre au service de ses plus nobles aspirations. Comme l'écriture, comme l'imprimerie, Internet est un outil et la valeur de cet outil ne dépend que de la volonté et du discernement de celui qui en use.

Afin de développer encore sa présence auprès d'un public mondial, les Académies ont décidé de tirer parti des développements technologiques récents – et notamment de la diffusion rapide des connexions haut débit – en créant une web radio : Canal Académie. Elle a commencé à diffuser ses programmes le lundi 12 janvier 2004 sur le site <http://mww.canalacademie.com>.

Elle présente un programme hebdomadaire, pour une diffusion 24 heures sur 24 tout au long de l'année, et avec un système d'archivage de ses émissions.

Au cours de l'automne 2005, Canal Académie a enregistré et retransmis :

- la totalité de la Séance des Cinq Académies dédiée, le 25 octobre 2005, à Monsieur le Chancelier Pierre Messmer.
- les discours prononcés par Mesdames et Messieurs les Secrétaires Perpétuels :
 - Madame Hélène CARRERE D'ENCAUSSE
 - Monsieur Jean LECLANT
 - Madame Nicole LE DOUARIN
 - Monsieur Arnaud D'HAUTERIVES
 - Monsieur Michel ALBERT

Madame Hélène Carrère d'Encausse préside la semaine « Femmes en Académies », dont les principales émissions sont diffusées le 8 mars 2006. Elle s'est également exprimée sur la situation géopolitique de la Russie, ainsi que sur les Archives et les Bibliothèques de l'Institut.

Monsieur Jean Leclant, Secrétaire Perpétuel de l'Académie des Inscriptions et belles-lettres, est venu à l'antenne de Canal Académie présenter le *Dictionnaire de l'Antiquité*. Suivront, régulièrement, des émissions consacrées à cet ouvrage qui fait honneur à notre époque.

Ces initiatives académiques s'inscrivent dans le cadre des analyses faites sur le rôle et l'utilisation d'Internet de Monsieur Gabriel de Broglie, Chancelier de l'Institut :

- dans l'article qu'il a donné à la revue *Commentaire* (numéro de septembre-octobre 2005, pages 157 à 170) ;
- dans la conférence qu'il a prononcée devant les membres de l'Académie de médecine le mardi 20 décembre 2005.

Au début du XXI^e siècle, conscience doit être prise de l'étendue de la révolution qui secoue la société de l'information. En effet, s'ajoute à une *structure pyramidale ancestrale* – quelques émetteurs à l'intention de millions de récepteurs – une *nouvelle structure en réseau* – des centaines de millions d'émetteurs-récepteurs communiquant entre eux.

Canal Académie met à la disposition des INTERNAUTES les TRÉSORS de connaissances et de savoirs des Académies. Pour le monde entier. Elle répond donc aux vœux des grands ancêtres de 1795.

Ainsi, les Académies feront mentir la légende d'Arachné, cette jeune fille de la mythologie grecque habile à l'art du tissage, qui, parce qu'elle avait défié la déesse Athéna, fut condamnée à tisser sa toile toute sa vie et à en rester prisonnière.

00
0

EN CONCLUSION

Serons-nous capables de nous imposer à nous-mêmes ce que nous suggérons aux autres de faire. Car il n'est pas certain que, sans lucidité, sans courage, sans persévérance, la France bénéficie longtemps encore de l'autorité morale que lui valent son histoire, son attachement aux valeurs de civilisation et le caractère universel qu'elle donne à ses messages.

Sa place et son influence au sein d'une Europe en construction dépendent aussi de l'image qu'elle offre et de la façon dont les Français sauront répondre aux défis d'une entreprise européenne de civilisation.

Puissions-nous suivre le conseil de Valéry Larbaud: « *lutter contre la tendance des choses à aller vers le pire; pour organiser et pour construire* ».